

- La version orale du discours fait foi -

Renforcer l'économie suisse – soutenir l'emploi

par Albert Rösti, conseiller national, Uetendorf (BE)

L'économie suisse et tout particulièrement la production économique suisse sont en péril si nous n'agissons pas. Alors que divers milieux crient au miracle en voyant augmenter le nombre de places de travail, on oublie que l'emploi recule dans les arts et métiers et dans l'industrie. C'est avant tout le secteur public qui engage à tour de bras. La situation s'est encore aggravée après l'abandon du cours plancher de l'euro par rapport au franc suisse.

Que faut-il faire? Nul besoin de chercher des solutions nouvelles et compliquées; il s'agit bien plus de sauvegarder ou de remettre en vigueur les valeurs qui ont fait de la Suisse un des sites économiques les plus compétitifs du monde.

Les voici, ces valeurs:

- la stabilité
- la sécurité
- la subsidiarité
- le marché de travail libéral
- le système de formation dual
- la faible quote-part d'Etat.

1. La stabilité

Des emplois sont créés lorsque la sécurité des investissements et du droit s'installe durablement. Grâce au système parlementaire à deux chambres législatives et à la démocratie directe, les conditions-cadres légales de la Suisse ne sont modifiées que si une majorité le demande. Dans un tel régime, des bouleversements révolutionnaires remettant en question du jour au lendemain les investissements des entreprises sont exclus. Le droit d'initiative permet de surcroît d'imposer à la politique des revendications importantes du peuple.

- La démocratie directe dans sa forme actuelle ne peut être conservée que si la Suisse garde son indépendance, notamment par rapport à l'UE. Notre objectif électoral – nous combattons l'adhésion insidieuse à l'UE – est donc aussi un objectif économique central, soit la conservation des places de travail.
- Partant de ce raisonnement, tout débat sur une restriction des droits populaires dérive forcément vers une discussion qui mine la stabilité, donc la sécurité des investissements.

2. La sécurité

La sécurité va de pair avec la stabilité. On investit que là où les êtres humains et l'infrastructure inspirent confiance. Il faut donc aussi que nous autres Suisses, nous nous armions. L'UDC exige, dans le cadre du développement de

l'armée, un budget militaire de 5,4 milliards de francs et une armée avec un effectif cible de 140 000 hommes.

3. Subsidiarité

Le système dans lequel l'échelon le plus bas de l'Etat (les communes ou les cantons) règle tout ce qu'il peut régler a fait ses preuves. Or, ce principe n'est plus appliqué depuis longtemps dans de nombreux dossiers politiques. Les intentions les plus récentes manifestées dans l'aménagement du territoire tendent vers une réglementation du haut vers le bas ayant pour principal effet que les infrastructures des grands centres seront encore plus surchargées avec des conséquences financières énormes alors que le développement dans l'espace rural est entravé, ce qui équivaut à un blocage des constructions, simplement parce que les pronostics démographiques sont plus bas. Cette politique force les gens à chercher du travail dans les grands centres, ce qui accélère encore ce développement néfaste – centres surchargés d'un côté, régions protégées et dépeuplées de l'autre. La compétence décisionnelle en matière d'aménagement du territoire doit être placée là où elle est efficace, c'est-à-dire dans les cantons et les communes.

4. Marché du travail libéral

Le peuple approuve l'idée d'un marché du travail libéral. Le refus sec et sonnant de l'initiative pour des salaires minimaux et de l'initiative pour six semaines de vacances ont clairement fait comprendre que le modèle de travail actuel est le meilleur pour assurer le plein emploi. Cette évidence n'empêche pourtant pas des attaques contre le modèle libéral, notamment par le biais de systèmes d'enregistrement complexes du temps de travail, d'une police des salaires ou d'une quote-part féminine. Là encore, nous devons nous battre avec détermination.

5. Système de formation dual

Ce système de formation unique au monde qui relie directement la théorie à la pratique a pour conséquence que la grande majorité des jeunes trouvent immédiatement une solution à la sortie de leur apprentissage et que la Suisse ne souffre pas, contrairement à beaucoup d'autres pays, d'un fort chômage des jeunes. Nous devons cependant veiller à ce que la formation professionnelle ne soit pas dévalorisée par rapport à la filière gymnasiale, d'une part, afin que la poursuite de la formation après l'apprentissage professionnel continue d'ouvrir la voie vers des postes de cadres, d'autre part, en maintenant le taux de maturité à un bas niveau.

6. Faible quote-part de l'Etat

La Suisse a toujours eu une quote-part de l'Etat faible en comparaison internationale, mais le doublement des dépenses fédérales en l'espace de vingt ans est très inquiétant. Cela signifie en fin de compte qu'il faut payer plus d'impôts, donc qu'il reste moins d'argent pour les investissements et pour la consommation. Ce développement se répercute directement sur l'emploi. Il faut rejeter catégoriquement de nouveaux impôts comme l'impôt sur les successions, l'impôt sur les gains en capital ou l'impôt médiatique. Le flot de réglementations dans les domaines de l'environnement ("économie verte") et

de l'énergie (Stratégie énergétique 2050), qui, en plus des frais administratifs énormes, provoque pour les PME et les familles des coûts de 100 à 200 milliards de francs et impose des charges supplémentaires pour plusieurs milliers de francs à chaque ménage, est totalement indigne d'un Etat libéral.

Toutes ces exigences, nous le résumons dans notre campagne électorale sous le titre "Soutenir l'emploi grâce à des impôts, taxes et redevances modérés".

Nous espérons que le programme de dérégulation adopté par les partis de droite UDC, PLR et PDC permettra d'atteindre les principaux objectifs décrits ici.